

Tragédie grecque | PAR SERGUEI



La Grèce, un pays aux avant-postes du déclin occidental

Les Grecs, tels des parias, sont traités avec mépris, alors qu'ils subissent une profonde crise humanitaire. L'Europe se montre, encore une fois, incapable de trouver une réponse adaptée aux maux causés par un système qui nous échappe

PAR ERSI SOTIROPOULOS

J'ai l'impression d'écrire sous l'épée de Damoclès. Chacune des pensées que j'exprime, le moindre souhait ou espoir peut demain être réfuté, démenti, dépassé. Le 30 juin approche. Je crois que la confusion surpasse la panique. Que voulons-nous ? Qui sommes-nous ? Nous, les Grecs. Les parias de l'Europe, les paresseux et irresponsables qui tourmentons depuis des mois l'Eurogroupe, accaparons tous les sommets européens, alors qu'il y a d'autres sujets cruciaux à discuter, l'Ukraine ou les produits transgéniques, par exemple. La crise des dernières années a soulevé un problème d'identité. Un petit pays, une longue histoire. Un lointain passé glorieux qui souvent devient un fardeau et provoque l'embarras, particulièrement quand, aux yeux des étrangers, nous sommes depuis des décennies le pays des vacances, de la moussaka et du retsina. Voilà que nous qui étions les vieux amis de la pensée, nous restons en suspens, paralysés, nous n'arrivons plus à penser ce qui arrive.

Devant le Parlement, à Athènes, les affrontements sont de plus en plus violents. Là où il y a trois ans manifestaient les « indignés », se dressent à présent les banderoles des proeuropéens. Le conflit exacerbé par le désespoir et l'incertitude entraîne une polarisation. De manière sournoise, l'ombre de la discorde nationale plane à nouveau, soixante-cinq ans après une sanglante guerre civile.

Au début, la victoire électorale de Syriza a créé un sentiment d'euphorie, même chez certains de ceux qui n'avaient pas voté pour eux. Pour la première fois, l'establishment politique grec, associé aux malheurs des dernières années, ne participait pas au gouvernement. A ce souffle d'espoir des

premiers mois, quand les négociations semblaient approcher un point de convergence, a succédé un climat toxique qui a sapé toute tentative de dialogue. La tâche principale que s'était fixée Syriza était d'essayer d'enrayer la crise humanitaire du pays, qui, ces dernières années, a pris des proportions catastrophiques. Mais il s'agit du seul gouvernement européen qui s'oppose à l'austérité, et, qui plus est, c'est un gouvernement de gauche ayant une vision politique contraire à celle qui est prônée par les élites économiques et politiques – ses positions dérangent les créanciers, et, peu à peu, il devient clair que ceux-ci veulent le réduire à néant.

UN PEUPLE DOUBLEMENT TRAHI

Dans le bras de fer de ce dernier mois, il y a deux vérités reconnues par les deux parties, créanciers et débiteurs. La Grèce n'est pas en mesure de rembourser sa dette, et l'argent du prêt va vers les banques sans renforcer la relance de la croissance. A côté de ces vérités, il y a une réalité quotidienne que les créanciers préfèrent ignorer. Un pays délabré, des prestations sociales dramatiquement réduites, des mamies qui fouillent les ordures, des drogués qui sont déplacés comme des troupeaux par la police d'un quartier à l'autre d'Athènes, des hôpitaux qui fonctionnent au ralenti sans personnel suffisant, des médicaments qui disparaissent. Il ne fait pas de doute que les mesures adoptées pour lutter contre la récession vont créer une récession plus grande encore. Sans emploi et sans croissance, une grande partie de la population vivra sous le seuil de pauvreté.

C'est un peuple laissé dans la confusion, qui a perdu sa dignité, qui se considère doublement trahi : par les gouvernements successifs, dont la mauvaise gestion, le gaspillage et la corruption l'ont mené à cette situation, et par l'Europe, qui s'est montrée incapable de garantir un esprit réel de solidarité. Au lieu que ce sentiment de trahison génère l'union et la combativité, il a entraîné la scission et la discorde. La crise est banalisée. L'apathie gagne. Le défaitisme. Le fatalisme. Les institutions sont en lambeaux, la démocratie en péril.

S'il y a quelque chose que j'espère, ou plutôt que j'espérais – car si la situation actuelle aboutit à des élections ou à un référendum, la nouvelle impasse sera imprévisible, et peut-être catastrophique –, c'est que le gouvernement Syriza mette fin au

clientélisme, une plaie qui accompagne la Grèce depuis sa création en tant qu'Etat. Sa conséquence est une méfiance presque atavique envers les institutions. Le Grec est d'abord individu avant d'être citoyen. Il a encore des réflexes de bête traquée, tant il est difficile de survivre dans un Etat très souvent inféodé à des puissances étrangères, déstabilisé par les inégalités sociales et l'émigration, et toujours marqué par la seconde guerre mondiale et la guerre civile qui l'a suivie.

Chaque génération connaît la Grèce et les Grecs de manière différente. La plus haute considération alterne avec le pire dédain. Un jour, nous sommes des héros, un autre des salauds. La Grèce n'a jamais existé, écrivait André Breton. Voilà une phrase à méditer. Nous sommes comme une faute sur la carte. Une petite tache au bout de l'Europe, un peu de Balkans, un peu de Moyen-Orient, qui continue, qui persiste à exister en parlant la même langue depuis plus de 3 500 ans.

L'excès des derniers développements est l'occasion pour l'Europe de se repencher sur elle-même. Avec la récession économique, une profonde crise existentielle semble la traverser. Quels étaient les principes à la base de cette aventure européenne ? Quelle était l'inspiration qui a fait naître l'initiative d'Altiero Spinelli et de Jean Monnet ? Qu'est-ce qu'il en reste aujourd'hui ? Le déclin de l'Occident, de ce que l'on considère comme le berceau de la civilisation, est un fait. De nouveaux marchés apparaissent et imposent leurs conditions.

Un grave bouleversement humain accompagne ce déclin. Nous nous retrouvons prisonniers d'un système qui nous échappe, où nous nous sentons de plus en plus impuissants, trop souvent contraints à une passivité insoutenable car les décisions les plus importantes semblent prises à notre insu, et où les très riches ne sont aucunement affectés par les changements politiques dans leurs pays et les pauvres n'ont aucun espoir que la politique puisse changer quoi que ce soit en leur faveur. L'homme a cessé depuis longtemps d'être la mesure de la vérité et du savoir. Des foules de déracinés se bousculent aux frontières, réfugiés cherchant à arriver jusqu'aux ports européens par tous les moyens possibles. La mer Méditerranée vient de nouveau d'être couverte de cadavres. Peut-être la crise grecque est-elle un ultimatum pour que l'Europe se décide enfin à redéfinir ses objectifs, à devenir plus audacieuse : faire deux pas en arrière pour pouvoir avancer. ■

¶

Ersi Sotiropoulos est une romancière grecque, elle est notamment l'auteure d'«Eva», (Stock, 200 p., 19 euros)

La contestation écologiste crée de nouveaux Robespierres

A Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, la création de zones à défendre par des militants proenvironnement ravive la tradition révolutionnaire française. Le droit se trouve contesté par une minorité qui dit incarner un principe de justice supérieur

PAR PIERRE AURIEL

Les zones à défendre (ZAD) : défendre l'environnement contre les pouvoirs publics, contre les projets de développement économique. Regroupés et barricadés dans ces zones, les zadistes organisent une défense radicale et parfois violente d'un environnement sanctuarisé. Contre des décisions prises selon des procédures légales, ils prétendent incarner un nouvel idéal de justice pour lequel il est possible de renverser le droit.

Ce phénomène n'est pas nouveau. Néologisme inventé à Notre-Dame-des-Landes, appliqué à Sivens ou dans la forêt de Chambaran, les zadistes sont les héritiers conscients du plateau du Larzac. Idéologiquement à la croisée des mouvements anticapitalistes et écologistes, ils s'inscrivent plus profondément dans deux mouvements de contestation de l'ordre et des pouvoirs publics.

Le premier est spécifiquement français : c'est le peuple révolutionnaire, ce tropisme de l'imaginaire politique français, du peuple descendant dans la rue, en dehors de tout cadre, pour renverser le pouvoir. Cet appel au peuple est structurellement différent de la désobéissance civile qui s'incarne aujourd'hui dans la figure des « indignés » ou d'« Occupy Wall Street » : là où la désobéissance civile s'ancre dans le pacifisme, le peuple révolutionnaire doit pouvoir agir violemment pour l'emporter. Ce peuple révolutionnaire, ce sont les journées de la Révolution française, de juin 1848 ou de la Commune de Paris. Derrière cet imaginaire réside la croyance en la possibilité pour le peuple en fusion de résister au pouvoir, d'éclater les cadres de la légalité pour garantir le juste par-delà le droit. Les barricades, l'opposition violente aux forces de l'ordre montrent l'inscription des zadistes dans ce projet révolutionnaire, loin de la désobéissance civile.

UN IDÉAL DE JUSTICE

A ce mouvement se superpose un second, largement issu du premier : le volontariat armé international. A partir du XVIII^e siècle, la figure de l'étranger allant défendre des valeurs universelles auprès d'un autre peuple s'est développée. La guerre d'indépendance grecque, le Risorgimento italien au XIX^e ou la guerre d'Espagne au XX^e voient de nombreux volontaires étrangers – souvent jeunes et portés par l'héroïsme romantique des combats pour la liberté – se battre pour défendre des idéaux universels : le libéralisme chez les philhellènes ou la République pendant la guerre d'Espagne. De la même manière, les ZAD drainent une population jeune et européenne, celle des réseaux altermondialistes qui voient là une manière d'enfin réaliser une contestation héroïque et violente du pouvoir.

Si l'inscription des zadistes dans cette double filiation est admise, alors une question se pose nécessairement : sur quels idéaux se fonde la revendication des zadistes pour instruire le procès de la légitimité des décisions publiques ? Ces différents mouvements reposaient sur l'invoca-

tion d'un idéal de justice pour contester le pouvoir. Le droit était contesté et les forces de l'ordre repoussées, car ils étaient injustes et illégitimes. Poursuivant ces combats, les zadistes se fondent eux aussi sur un tel idéal.

L'histoire politique moderne a vu échouer de multiples avatars de cet idéal de justice. La fin du communisme a pu laisser croire que la démocratie libérale l'avait définitivement emporté en tant que principe de justice : les pouvoirs respectant ce principe étaient supposés être légitimes et leurs décisions ne pouvaient plus être contestées.

Cette fin de l'histoire ne fut pourtant que temporaire. De nouveaux idéaux émergèrent à partir desquels des populations remirent les décisions démocratiques en cause : au premier rang, l'écologie. Reprenant et modifiant le fil de la contestation altermondialiste du marché et de l'exploitation, la défense de l'environnement apparaît, dans la perspective des zadistes, comme un nouvel idéal de justice pour lequel il est possible de contester le pouvoir, même démocratiquement élu.

TYRANNIE DE LA VÉRITÉ

Le mouvement des ZAD n'a donc rien de nouveau et s'inscrit dans un passé ancien, maintes fois répété : les idéaux se modifient, les combats évoluent mais, in fine, la logique demeure la même. Et parce que cette logique ne change pas, ses risques demeurent les mêmes. L'affirmation d'un idéal de justice contient le risque d'une tyrannie de la vérité : au nom de la défense de l'environnement, il devient possible d'affirmer que les citoyens qui ont voté pour les pouvoirs publics, locaux ou nationaux, se sont trompés et donc, de remettre en cause des décisions démocratiquement prises. Grâce à ces idéaux, une minorité revendique une légitimité pour renverser le droit adopté par la majorité.

Cet antagonisme entre la démocratie libérale et les idéaux révolutionnaires d'une justice fondée sur la vérité est une tension importante de l'univers politique français : depuis la Révolution existe une opposition entre, d'une part, la liberté du peuple de se gouverner lui-même, liberté comportant le risque de l'erreur, et, d'autre part, la croyance en une justice qu'il s'agirait d'imposer. Les ZAD ne sont au fond qu'une nouvelle tentative pour résoudre cette contradiction. ■

Professeur de droit public et constitutionnaliste reconnu, Guy Carcassonne est mort en 2013. En sa mémoire, la revue Pouvoirs, le Club des juristes et Le Monde ont créé un prix destiné à récompenser, chaque année, l'auteur de moins de 40 ans d'un article portant sur une question constitutionnelle liée à l'actualité française ou étrangère. La deuxième édition a été décernée, mardi 30 juin, au Conseil constitutionnel.

¶

Pierre Auriel est lauréat du prix Guy-Carcassonne, docteur en droit à l'université Paris-II-Assas.

**SANS EMPLOI ET
SANS CROISSANCE,
UNE GRANDE
PARTIE DE LA
POPULATION VIVRA
SOUS LE SEUIL
DE PAUVRETÉ**